
le

Leader Humanitaire

**Une analyse des groupes « grassroots » au sein
du discours sur la localisation.**

JANAKA MCGEARY



LE LEADER HUMANITAIRE

Une analyse des groupes « grassroots » au sein du discours sur la localisation.

PUBLICATION 045

MAI 2024

Profil de l'auteur

Janaka Mcgeary

Janaka a récemment obtenu son Master en Assistance Humanitaire de la Deakin University et travaille actuellement comme Responsable du design de programme et de la coordination dans les services pour personnes handicapées.

Remerciements

Je souhaiterais remercier Dr Nazanin Zadeh-Cummings pour son soutien dans le développement et la rédaction de cet article.

Bureau de rédaction

The Centre For Humanitarian Leadership
Deakin University
221 Burwood Highway
Burwood 3125 VIC
Australia

Rédactrice en chef (version anglaise) : Phoebe Downing et Marian Abouzeid

Rédactrice en chef (version française) : Justine De Rouck

Éditrice de production : Cara Schultz

Traduction: Benoit Glayre et Isaline Doucot

Mise en page : Diana De León

ISSN: 2653-1011 (En ligne)

Vous trouverez ci-dessous la « Reconnaissance territoriale » faite par le Centre for Humanitarian Leadership et conservée dans sa version anglaise. La « Reconnaissance territoriale » est une manière de reconnaître, de respecter et de rendre hommage aux peuples des Premières Nations en tant que propriétaires traditionnel.le.s et gardien.ne.s permanent.e.s des territoires.

The Centre for Humanitarian Leadership acknowledges the Australian Aboriginal and Torres Strait Islander peoples of this nation. We acknowledge the traditional custodians of the lands on which we work. We pay our respects to ancestors and Elders, past and present.

Droits d'auteurs

Ces publications ont été préparées pour le Centre for Humanitarian Leadership. Les points de vue présentés sont ceux des auteur.e.s et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre for Humanitarian Leadership. Ces publications sont distribuées afin de servir à la discussion et n'ont pas été examinées par des pairs.

© 2024 par Janaka Mcgeary. Tous droits réservés.

Image de couverture : Des plantes poussent dans le jardin d'une mère dans la région de Karamoja, au Nord-Est de l'Ouganda.

© James Mbiri / Save the Children International

Résumé

Le principal but de la localisation de l'aide humanitaire est de rendre l'aide plus équitable et plus efficace en responsabilisant les acteur.rice.s locaux.ales. Cependant, l'ambiguïté qui entoure la définition des acteur.rice.s locaux.ales entrave l'atteinte de cet objectif. Malgré les discussions de plus en plus présentes sur la localisation dans le secteur humanitaire, il reste des lacunes importantes dans la compréhension du rôle et dans la prise en compte des groupes « grassroots »¹ au sein du secteur. Afin de combler ces lacunes et de favoriser une compréhension plus profonde de l'importance de ces groupes, cet article examine de manière critique le discours sur la localisation humanitaire, en se concentrant particulièrement sur la prise en compte de ces acteur.rice.s. À l'aide d'une étude exploratoire, ce document analyse trois articles clés publiés entre 2020 et 2022, et examine de quelle manière les groupes « grassroots » et les concepts de base de la localisation sont définis. Bien que la prise en compte directe des membres de la société civile soit limitée, les articles examinés révèlent par contre un engagement important envers certains concepts connexes, tels que les dynamiques transnationales, transculturelles et translocales qui remettent en question les notions traditionnelles de l'action locale. Si nous souhaitons promouvoir l'autonomisation locale et des efforts de localisation plus efficaces et plus inclusifs dans la réponse humanitaire, il est essentiel d'élargir la compréhension de cette population au-delà des frontières traditionnelles. Si nous voulons instaurer des pratiques humanitaires équitables et efficaces, reconnaître que les individus provenant des mouvements « grassroots » représentent des parties prenantes distinctes est cruciale.

Pertinence du leadership

Cet article apporte un éclairage critique sur les pratiques de leadership humanitaire en mettant en avant le manque de considération qui existe autour des acteurs et actrices « grassroots », dans le discours sur la localisation de l'aide humanitaire. En examinant la prise en compte des concepts « grassroots » dans les articles-clés, ce document remet en question les idées préconçues traditionnelles et souligne qu'il est nécessaire que les dirigeant.e.s humanitaires reconnaissent les contributions uniques de ces groupes. Cette perspective devrait inciter les dirigeant.e.s à adopter des stratégies plus inclusives et plus adaptées au contexte, favorisant des partenariats significatifs et renforçant le potentiel de transformation des efforts de localisation. Ce document invite les responsables humanitaires à questionner et réévaluer leurs approches, en veillant à ce qu'ils.elles répondent aux besoins et à la dynamique des communautés locales.

¹ N.d.T Les lecteur.rice.s trouveront le terme anglais « grassroot » tout au long de l'article. La traductrice de ce texte a jugé préférable de conserver ce terme dans sa langue d'origine, ce choix répond à une double exigence de fidélité et de lisibilité. L'auteur définit les groupes ou les mouvements « grassroots » comme des groupes de personnes venant d'une même localisation, qui se sont rassemblées afin d'améliorer le bien-être de leur communauté, à travers des actions. Ces groupes sont généralement bénévoles.

Introduction

Depuis le Sommet Humanitaire Mondial (SHM) tenu en 2016, le concept de localisation, qui souhaite façonner de meilleures pratiques en matière de prise de décision et de leadership humanitaire, est au centre des discussions sur la réforme humanitaire. Le sentiment exprimé lors du SHM, selon lequel l'avenir de l'aide humanitaire doit être « aussi local que possible, aussi international que nécessaire », témoigne de la nécessité pour le secteur de devenir plus équitable, plus efficace et plus efficient en jouant un rôle de soutien aux intervenant.e.s locaux.ales (Nations Unies, 2016). Les transferts le plus direct possible de fonds au niveau local et la localisation de l'action humanitaire sont des éléments considérés cruciaux pour contrer l'inefficacité et le manque d'efficacité des mécanismes de réponse humanitaire paternalistes traditionnels (Roepstorff, 2022). Cependant, malgré les mesures prises en faveur de cette réforme, nous pouvons nous questionner : comment pouvons-nous évaluer l'impact du financement des acteur.rice.s locaux.ales alors que leur définition reste ambiguë (Roepstorff, 2020) ? Pour tenter de répondre à cette question, cet article passe en revue une fine partie du discours sur la localisation et analyse comment et dans quelle mesure les groupes « grassroots » engagés dans des actions humanitaires sont pris en compte dans la littérature sur la localisation.

Qu'est-ce que le local et l'importance des définitions

Une idée commune exprimée dans le discours sur la localisation est la nécessité de s'éloigner d'une utilisation ambiguë - et par conséquent présomptueuse - de la terminologie. En l'absence de définitions convenues, de nombreuses parties prenantes locales peuvent se voir exclues des pratiques humanitaires, ce qui réduit la portée et la mobilité des efforts de localisation (ICVA, 2019). L'utilisation ambiguë et variée de la « localisation » dans la littérature sur les pratiques humanitaires a pour conséquence de construire un regard binaire entre le « local » et l' « international » - une dichotomie qui ne tient pas compte d'une multitude d'autres acteur.rice.s qui n'entrent pas dans ces deux catégories (Roepstorff, 2020 ; Mac Ginty, 2015).

L'utilisation ambiguë et variée de la « localisation » dans la littérature sur les pratiques humanitaires a pour conséquence de construire un regard binaire entre le « local » et l' « international » - une dichotomie qui ne tient pas compte d'une multitude d'autres acteur.rice.s qui n'entrent pas dans ces deux catégories.

Dans le contexte humanitaire, lorsque nous évoquons les acteur.rice.s locaux.ales, il est important de comprendre

ce à quoi le terme « local » fait référence. En 2018, le Comité permanent interorganisations (IASC) a travaillé aux côtés des signataires du Grand Bargain et d'un réseau d'acteur.rice.s des pays du Nord et du Sud pour créer un marqueur de localisation et pour déterminer ce qui constitue un.e acteur.rice local.e et national.e. Ce marqueur de localisation a été conçu afin de pouvoir mesurer les résultats de la localisation au niveau mondial. La définition des acteur.rice.s locaux.ales non étatiques qui en est ressortie inclut les ONG locales et nationales, les organisations de la société civile, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations à but lucratif du secteur privé (IASC, 2018). Ces grandes sous-catégories indiquent quel.le.s membres non étatiques sont considéré.e.s comme faisant partie du « local » aux yeux de la majorité internationale, mais n'établissent aucune priorité quant à la manière dont les financements de la localisation devraient être distribués. Le Grand Bargain et le marqueur de localisation ne reconnaissent pas non plus la complexité et la nuance des dynamiques translocales qui existent dans les pratiques humanitaires locales (Roepstorff, 2020 ; IASC, 2018 ; IASC, 2016). Pourtant, il est crucial de prendre en compte ces dynamiques dans les politiques et les pratiques humanitaires, car la construction binaire actuelle du local et de l'international risque de créer des nouveaux déséquilibres de pouvoir et des stéréotypes au sein de l'action humanitaire (Melis et Apthorpe, 2020).

La définition de la sous-catégorie des « organisations de la société civile » (CPI, 2018) du Comité permanent interorganisations (IASC) manque de précision et nécessiterait un examen beaucoup plus approfondi. Bien que de nombreuses publications aient été consacrées à la légitimité et à l'efficacité des organisations de la société civile, trop peu d'attention est accordée à ce qui compose la société civile ou à ce qui constitue une organisation de la société civile, ce qui rend les définitions ambiguës et les utilisations de ces termes sujettes à interprétation (Tjahja et al., 2021, p.1). La société civile a été définie comme étant composée, entre autres, d'organisations communautaires, d'ONG, de mouvements sociaux, de groupes non laïques, d'initiatives locales et d'organisations « grassroots » opérant dans la sphère publique en dehors du marché économique et de l'État (Tjahja et al., 2021, p. 4 ; WEF, 2013 ; Office des publications de l'Union européenne, 2022). Ces groupes offrent différentes forces et avantages à la société dans son ensemble, contribuent à son fonctionnement mais risquent d'être mis de côté s'ils ne sont pas explicitement mentionnés dans la littérature sur les politiques et les pratiques sociales (WEF, 2013). Dans cet article, ce sont sur ces groupes que nous aimerions nous arrêter. Les organisations « grassroots » (Grassroots organisations, GROs) évoluent dans de multiples secteurs, y compris dans le secteur humanitaire, et offrent un point d'intérêt particulier dans la dynamique qui existe à l'intersection de l'action « grassroots », du travail humanitaire et de la société au sens large, et ceci en particulier dans le cadre du discours sur la localisation.

Objectifs de l'étude

Cet article pose la question suivante : dans quelle mesure les concepts actuels de localisation prennent-ils en compte les groupes « grassroots » ? Je soutiens que bien qu'il existe une prise en compte importante des concepts liés à ces types de groupes et d'actions, la prise en compte directe de ces membres de la société est limitée, ceci en raison d'un manque d'inclusion dans la terminologie.

Ce qui suit est une vue d'ensemble du concept de « grassroot » dans le contexte humanitaire, ensuite la méthodologie d'un examen approfondi du discours académique sur la localisation est décrite afin d'identifier les théories clés, les concepts et les lacunes de la recherche (Grimshaw, 2020) et d'examiner comment le concept de « grassroot » est utilisé, discuté et étudié dans la littérature (Peters et al., 2020).

Cet article donne ensuite un bref aperçu de la littérature académique récente sur la localisation humanitaire et explore dans quelle mesure cette littérature considère les mouvements « grassroots », en utilisant un critère d'inclusion pour identifier les données extraites et la manière dont elles sont extraites. Les résultats sont ensuite résumés, analysés et nous discuterons finalement des diverses implications de ces résultats pour la recherche et la pratique.

Dans le secteur de l'aide humanitaire et du développement, qu'est-ce que nous entendons quand nous parlons des actions humanitaires « grassroots » ?

Le concept « grassroot » existe dans de nombreux aspects de la société et dans différents secteurs. Les organisations « grassroots » désignent des citoyens qui s'associent dans le cadre d'un travail essentiellement bénévole et à but non lucratif, qui poursuivent des intérêts communs et qui sont souvent formés par des activistes au sein de mouvements sociaux (Flores & Samuel, 2019). L'action « grassroot » est souvent étroitement liée aux préoccupations des communautés locales, car la motivation provient généralement du désir d'améliorer le bien-être physique, culturel, économique et social des familles, des communautés et des membres composant la société. Bien qu'il existe de nombreuses conceptions de ce qui constitue ces groupes, les groupes « grassroots » recrutent généralement leurs membres dans les communautés qu'elles souhaitent aider et au sein desquelles elles évoluent (Chowdhury et al., 2021).

Les définitions utilisées pour désigner les mouvements « grassroots » dans la littérature humanitaire, de développement ou politique, sont multiples et diverses. En voici quelques exemples : les organisations « grassroots », les mouvements de la société civile, le nouveau mouvement social, les initiatives citoyennes, les acteurs de la société civile, les micro-mouvements, l'humanitarisme « démotique », l'humanitarisme bénévole

et l'humanitarisme informel.² Cette utilisation variée de terminologies qui font référence aux mouvements « grassroots » dans divers contextes théoriques rend la littérature spécifique au sujet fragmentée et décousue (Fechter et Schwittay, 2019).

[L'] utilisation variée de terminologies qui font référence aux mouvements « grassroots » dans divers contextes théoriques rend la littérature spécifique au sujet fragmentée et décousue

Il a également été soutenu que certaines des terminologies utilisées pour se référer à ces mouvements sont mal utilisées, comme l'utilisation de « nouveau mouvement social », « initiative civile » et « ONG » (Pattnaik & Panda, 2005 ; Vandevordt, 2019). Il est important de le noter, car même si une organisation « grassroot » peut exister dans une ou toutes ces catégories, ce sont les caractéristiques spécifiques liées à la nature de la base du mouvement qui distinguent ces groupes des autres formes d'association, ce qui nécessite une distinction explicite lorsque l'on discute de ces groupes (Chowdhury et al., 2021). Cette distinction permet une enquête plus approfondie sur la base et la dynamique qui existe au sein des initiatives de terrain et entre les organisations « grassroots » et les autres initiatives civiles, étatiques ou internationales.

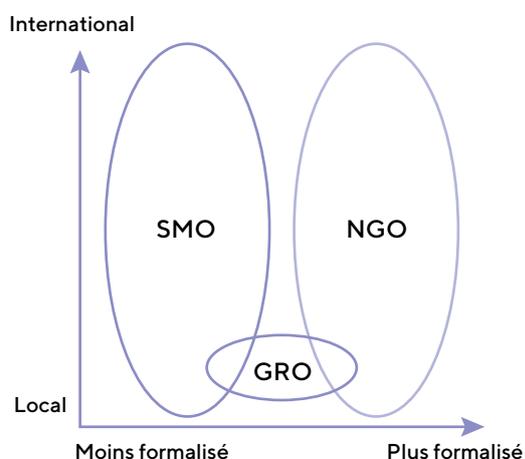
Chowdhury et al. (2021) ont construit un cadre visuel pour faciliter la compréhension de la distinction entre les organisations « grassroots », les ONG et les organisations de mouvement social, les deux types d'initiatives civiles dans lesquels les organisations « grassroots » sont souvent regroupées (voir Figure 1). La distinction est faite à l'aide de deux caractéristiques clés : la localité et la formalité modérée.

La notion de localité est au cœur de la notion de « grassroot ». Ces mouvements sont souvent considérés comme englobant l'un des éléments fondamentaux de la société, à savoir les individus « ordinaires » composant la société. C'est souvent par mécontentement du statu quo que ces citoyens se rassemblent et forment une union (Fechter & Schwittay, 2019). Cela signifie que ces mouvements sont généralement motivés par une mission partagée et spécifique qui existe au niveau local, créés par un mécontentement commun et finalement guidés par les valeurs et les intérêts fondamentaux des membres à travers leur localité partagée (Chowdhury, 2013). À l'inverse, les « organisations de mouvement social » s'attaquent généralement à des problèmes sociétaux plus vastes qui touchent plusieurs organisations. Les ONG, elles, ont

² N.d.T « GRO, grassroots movement, new social movement, citizen initiatives, small-scale civil society actors, micro movements, demotic humanitarianism, volunteer humanitarianism and informal humanitarianism » dans la version anglaise de l'article.

tendance à être davantage guidées par des politiques qui concernent des groupes plus larges de personnes habitant dans plusieurs localités (Chowdhury et al., 2021). Toutefois, avec la mondialisation accrue et le développement des technologies sociales, les spécificités de la localité ont évolué pour inclure désormais des réseaux relationnels plus complexes qui s'étendent au-delà d'un lieu unique, englobant alors des relations de solidarité locales et translocales (Roepstorff, 2020 ; Fechter & Schwittay, 2019 ; Dunn & Kaliszewska, 2023).

Figure 1. Comparaison entre les « organisations de mouvement social » (SMO), « organisations non gouvernementales » (NGO), organisations « grassroots » (GRO)



Source : (Chowdhury et al. 2021: p.424)

Afin de parvenir à la réalisation des objectifs souvent très spécifiques des organisations « grassroots » (GRO) il est essentiel de fonctionner avec un degré modéré de formalité, afin de maintenir une démocratie interne forte, de préserver l'indépendance et l'autonomie par rapport à d'autres réseaux et d'éviter la bureaucratie (Chowdhury et al., 2021). Pour de nombreuses parties prenantes, ce niveau modéré de formalité est perçu comme un manque de capacité, plutôt que comme un choix stratégique. Par conséquent, ces GRO sont souvent exclues des discussions importantes (Jalali, 2013). Ce problème de marginalisation les oblige à construire leur légitimité en tant que parties prenantes dans le traitement des problèmes sociétaux (Van Oers et al., 2018). Afin de maintenir cette légitimité, les GRO sont souvent les mieux placées pour réduire le champ d'action et s'attaquer à des problèmes beaucoup plus spécifiques (Brown & Kalegaonkar, 2002). Le traitement de problèmes étroits et spécifiques nécessite l'utilisation de processus plus formels similaires à ceux des « organisations de mouvement social », tout en étant moins bureaucratiques et formels que ce qui est utilisé par les ONG (Chowdhury et al., 2021). Cette caractéristique de formalité modérée permet aux GRO de se créer un espace à travers différents secteurs qui présente une stratégie unique dans

sa façon de s'attaquer aux problèmes spécifiques locaux (Van Oers et al., 2018). Avec le temps, les GRO peuvent commencer à agir comme des mouvements sociaux et se transformer par la suite en ONG ; c'est le changement de niveau de formalité et de localité d'une GRO qui signale cette transformation (Chowdhury et al., 2021).

Séparer les GRO des autres acteur.rice.s de la société civile par la distinction théorique ci-dessus est utile pour mieux les comprendre, cependant, ces organisations ne fonctionnent pas exclusivement dans ces cadres théoriques. Un grand nombre de ces organisations travaillant dans des contextes plus politiques choisiront de ne pas travailler avec les gouvernements ou les agences internationales comme une forme de désobéissance civile ou de protestation. Cependant, la collaboration entre les GRO et les autres parties prenantes peut présenter de nombreux avantages (Vandevoordt, 2019 ; McGee et Pelham, 2018 ; Flores et Samuel, 2019). L'augmentation de la responsabilité, de la mobilisation et de la transparence sont trois domaines clés qui mettent en évidence la force des GRO et les avantages de la collaboration entre ces dernières et les autres parties prenantes. Parce que les GRO sont composées de membres de la communauté dans laquelle elles opèrent, elles offrent une force unique aux opérations sociales sous la forme d'une surveillance citoyenne (Flores et Samuel, 2019 ; Jalali, 2013). En mobilisant les membres de la communauté pour collecter des données par le biais d'entretiens ou d'observations, il est possible de réaliser de fréquentes mises à jour sur la qualité de la prestation ou du fonctionnement des services. Étant donné que les informations peuvent être recueillies dans l'ensemble de la communauté pendant une période plus longue, les GRO sont dans une meilleure position pour relever les problèmes récurrents ainsi que les problèmes plus petits ou individuels liés à l'action sociale (Flores et Samuel, 2019). Les actions « grassroots » qui demandent une action de terrain, comme la surveillance des citoyen.ne.s, seront plus susceptibles d'obtenir une plus grande mobilité dans la communauté et les zones environnantes (Jalali, 2013). Parallèlement, aux taux plus élevés de mobilisation, l'augmentation des connaissances locales, des meilleures pratiques et l'augmentation simultanée des attentes opérationnelles des campagnes d'action sociale permettent aux GRO d'exiger un niveau plus élevé de transparence de la part de diverses opérations (Flores et Samuel, 2019).

L'augmentation de la responsabilité, de la mobilisation et de la transparence sont trois domaines clés qui mettent en évidence la force des GRO et les avantages de la collaboration entre ces dernières et les autres parties prenantes.

Méthodologie

Critères d'inclusion

Il est important que la sélection des articles et les critères d'inclusion soient systématiques par nature, afin de garantir la cohérence de la prise de décision et la possibilité de reproduire ou de répéter l'analyse (Arksey & O'Malley, 2005). Comme la question de recherche concerne les positions conceptuelles sur la localisation, plutôt que les travaux de politique ou de pratique dans le discours humanitaire, cette revue n'inclut que des articles académiques évalués par des pairs. En outre, les études comprises dans cet article sont uniquement des articles qui offrent une compréhension ou une analyse conceptuelle de la localisation. La question porte également sur les concepts actuels de la localisation. Par conséquent, ce document n'a analysé que les articles publiés dans les trois ans qui ont précédé sa rédaction, c'est-à-dire de 2020 à 2022. Ce choix s'explique par le fait que le secteur humanitaire étant un milieu dont l'évolution est rapide, des travaux plus récents expliquaient l'échec de l'objectif principal du Grand Bargain - à savoir fournir 25 % du financement humanitaire mondial aux interventions locales et nationales d'ici 2020 - un point crucial dans le discours sur la localisation (IASC, 2016 ; Development Initiatives, 2021).

Le nombre de citations dans chaque article a également été considéré comme l'un des critères d'inclusion, avec une inclusion des articles ayant 20 citations et plus. Cette préférence pour les citations plus nombreuses est considérée comme une garantie d'influence élevée des discours sur la localisation (Teplitskiy et al., 2022). Il convient de noter que les contraintes de temps et de portée de cette étude ont considérablement limité la quantité de données analysées et affecté la généralisation des résultats. Cette analyse a tenté de tenir compte de ces limitations en sélectionnant les articles les plus influents, toutefois, il existe également de nombreux articles avec moins de 20 citations dont l'influence reste importante et dont la portée est significative pour la réforme humanitaire. Cette analyse n'a pris en compte que les articles rédigés en anglais et vise à donner un aperçu du discours sur la localisation.

Stratégie de recherche

Les trois sources utilisées pour trouver des études permettant de répondre à la question de recherche sont les bases de données en ligne EBSCOHOST et Google Scholar, ainsi que les bibliographies et les listes de référence de la littérature grise et de la littérature évaluée par des pairs. Les recherches ont été effectuées à l'aide d'une phrase clé dans les deux bases de données en ligne : « local OR localisation OR localization » (local, localisation) et « humanitarian OR humanitarianism » (humanitaire ou humanitarisme). Les articles issus de ces recherches qui comportaient les expressions clés dans leur titre et qui ont été publiés entre 2020 et 2022 ont été sélectionnés pour une analyse plus approfondie.

Une recherche de citations a également été utilisée, dans laquelle les listes de citations d'articles significatifs et pertinents ont été recherchées, en signalant les articles de cette liste dont les titres comprenaient les expressions clés utilisées dans la recherche d'expressions clés. Les bibliographies et les listes de référence des articles significatifs, pertinents et récents publiés par des pairs (signalés lors des recherches précédentes) et de la littérature grise ont également fait l'objet d'une recherche, les articles dont le titre contenait les phrases clés ont été signalés pour une inspection plus approfondie. Une fois la liste d'articles réduite, d'autres critères d'inclusion ont été appliqués, notamment, la lecture des résumés des articles, afin de déterminer s'ils offraient une compréhension ou une analyse conceptuelle de la localisation.

Extraction des données

Les articles sélectionnés ont ensuite été analysés en vue d'obtenir des données spécifiques à la question de recherche et tous les documents en lien direct ou indirect avec le terme « grassroots » ont été enregistrés. Par lien direct, nous entendons toute utilisation des termes : « grassroots », organisation « grassroots », « aide provenant des mouvements « grassroots », « groupes volontaires », « initiative citoyenne », « aide citoyenne », « micro-mouvement », « humanitarisme demotique », « aide demotique », « humanitarisme ordinaire », « humanitaire ordinaire »³. Par relation indirecte, nous entendons la description des caractéristiques clés des organisations « grassroots » tel décrites dans l'analyse documentaire, sans les nommer directement. Ces caractéristiques clés sont les suivantes : la localité, la formalité modérée, les objectifs spécifiques/étroits et les faibles ressources. Il convient de noter qu'en l'absence d'une description unifiée des mouvements « grassroots », cette analyse a pris en compte la description de concepts similaires, mais non identiques.

Limitations

Les critères d'inclusion restrictifs (articles publiés entre 2020 et 2022 avec au moins 20 citations) ainsi que les délais de publication des revues (y compris le temps nécessaire pour que les articles cités soient publiés) signifient qu'il n'était pas possible de prendre en compte tous les articles pertinents publiés au cours de la période d'étude. La taille réduite de l'échantillon qui en résulte limite la compréhension de l'étendue du discours sur la localisation et sa prise en compte des mouvements « grassroots ». Ainsi, il est préférable de considérer qu'il s'agit d'un compte-rendu des concepts actuels les plus influents en matière de localisation ainsi que de la manière avec laquelle les mouvements « grassroots » sont pris en compte. Pour cette raison, les résultats de cette

³ N.d.T. « grassroots », « grassroots organisation », « grassroots movement », « grassroots aid », « volunteer groups », « citizen initiative », « citizen aid », « micro movement », « demotic humanitarianism », « demotic humanitarian », « demotic aid », « everyday humanitarianism » et « everyday humanitarian » dans la version anglaise de l'article.

étude ne sont pas facilement généralisables à l'ensemble du discours humanitaire. En outre, comme le paysage humanitaire et la littérature sont très vastes et évoluent rapidement, de nombreux autres articles (se trouvant hors des critères d'inclusion de cette recherche) pourraient offrir des informations significatives sur le sujet. Il y aurait donc de l'espace pour une analyse plus large des groupes « grassroots » dans la littérature sur la localisation, sous la forme d'une analyse avec un échantillon plus important ou d'un examen systématique.

Résultats

Compte tenu des paramètres et des limites mentionnés ci-dessus, trois articles ont été retenus pour l'examen exploratoire :

- « Un appel à la réflexion critique sur l'agenda de localisation dans l'action humanitaire » Roepstorff, K. (2020). (A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action) *Third World Quarterly*, 41(2):284-301, <https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1644160>
- « Localisation dans les liens entre l'humanitaire, le développement et la paix » Barakat, S. and Milton, S. (2020). (Localisation across the humanitarian-development-peace nexus) *Journal of Peacebuilding & Development*, 15(2):147-163, DOI: 10.1177/1542316620922805
- « La rhétorique et la réalité de la localisation : les organisations dirigées par des réfugié.e.s dans la gouvernance humanitaire » Pincock, K., Betts, A. and Easton-Calabria, E. (2021). (The rhetoric and reality of localisation: refugee-led organisations in humanitarian governance) *The Journal of Development Studies*, 57(5):719-734, <https://doi.org/10.1080/00220388.2020.1802010>

Chaque article propose une analyse critique différente de la localisation et examine le concept de « grassroot » à des degrés divers. Si Roepstorff (2020) et Barakat et Milton (2020) utilisent tous deux un langage qui fait directement référence au concept de « grassroot », ils ne font que peu d'efforts pour le décortiquer. Roepstorff (2020) s'engage de manière critique dans les concepts liés au « grassroots », offrant une considération indirecte importante au terme. En revanche, Pincock et al. (2021) proposent un engagement direct et critique avec le concept de « grassroot » à travers l'analyse des organisations dirigées par des réfugié.e.s au sein du système humanitaire.

Rédigé en 2020, l'article de Roepstorff intitulé « Un appel à la réflexion critique sur l'agenda de localisation dans l'action humanitaire » (A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action) déconstruit le concept de localisation et examine la dynamique qui existe entre les acteur.rice.s qui est souvent construite sur une opposition entre le « local » et

« l'international ». Dans cet article, les actions provenant des groupes « grassroots » ou les groupes « grassroots » eux-mêmes sont peu pris en compte, la mention la plus proche étant l'utilisation de groupes de volontaires dans une discussion sur les premiers intervenant.e.s en cas de crise (Roepstorff, 2020, p.284, p.287). Bien qu'il s'agisse d'une considération importante, car elle souligne le rôle central des volontaires dans la réponse humanitaire, l'utilisation de groupes de volontaires sans analyse plus approfondie rend la définition de ce terme floue. L'étiquette « société civile » est également utilisée tout au long de l'article. On peut considérer qu'il s'agit d'un terme générique dans lequel les organisations « grassroots » sont comprises, mais comme il existe de nombreux membres et interprétations de la « société civile », ce terme est trop large et trop vague pour être perçu comme une considération directe d'une organisation « grassroot ».

Bien que cet article ne puisse pas étudier plus largement la question des actions « grassroots », Roepstorff s'engage de manière critique dans les concepts qui s'y rapportent. Elle affirme qu'il existe une tendance à construire « le niveau local » comme étant authentique et légitime, ce qui « évite le besoin d'évaluer de manière critique qui représente le niveau local » (Roepstorff, 2020, p.291). Ce concept d'un « local » romantique et amorphe explique pourquoi divers.es acteur.rice.s, y compris les organisations « grassroots », sont souvent négligé.e.s dans les études humanitaires. Roepstorff interagit également avec le concept de « grassroot » dans son examen des relations transnationales, translocales et transculturelles émergentes qui existent en tant que partie du niveau local, dans l'espace humanitaire (Roepstorff, 2020, p.285). Son analyse met en évidence la nature restrictive de la conceptualisation « grassroot » comme n'existant qu'au sein d'une certaine localité.

Ce concept d'un « local » romantique et amorphe explique pourquoi divers.es acteur.rice.s, y compris les organisations « grassroots », sont souvent négligé.e.s dans les études humanitaires.

Contrairement à l'article de Roepstorff, l'article de Barakat et Milton intitulé « Localisation dans les liens entre l'humanitaire, le développement et la paix » (Localisation across the humanitarian-development-peace nexus) contient des références plus spécifiques aux mouvements « grassroots » avec quatre utilisations directes du terme. Cependant, bien qu'il existe des références directes à ces mouvements, il n'y a aucune tentative d'analyser ou d'interagir avec les concepts qui entourent le terme. L'article de Barakat et Milton analyse la localisation dans les trois contextes théoriques qui constituent le triple nexus - l'humanitarisme, le

développement et la construction de la paix. Bien que cet article prenne en compte les capacités des mouvements « grassroots » au niveau communautaire et les défis que la région arabe doit relever pour identifier ces capacités, l'article n'explique pas pourquoi il est important de les identifier (Barakat et Milton, 2020, p.148). D'autres mentions du concept de « grassroots » sont faites dans l'article sur l'histoire du développement et de la construction de la paix, en tant qu'exemple d'une alternative ascendante au consensus de Washington dans les années 1990 (Barakat et Milton, 2020, p.150). Il semblerait donc que, bien que l'article de Barakat et Milton accorde un certain niveau de considération directe aux actions « grassroots », un examen plus approfondi révèle que le terme « grassroots » n'est pas exploré dans un sens particulièrement significatif. L'article manque d'une explication ou d'une analyse approfondie des « mouvements qui naissent de la base de la société » et du rôle qu'ils peuvent jouer dans les réponses au conflit. La partie de l'article qui analyse de plus près l'action humanitaire dans la réponse au conflit présente également une compréhension limitée de la dynamique d'une réponse humanitaire. Dans la description de Barakat et Milton, les seules actrices non étatiques internationalement reconnues comme participant à une réponse à une crise sont les ONG (Barakat et Milton, 2020, p.149). En ne prenant pas en compte ces différents types d'acteurs qui prennent part dans les réponses à une crise - y compris les groupes non laïques, les groupes communautaires et les organisations « grassroots » - nous les négligeons et les excluons du discours humanitaire.

Le dernier article analysé dans le cadre de cette étude exploratoire présente beaucoup plus de liens avec les concepts liés au « grassroots ». L'article de Pincock et al. intitulé « La rhétorique et la réalité de la localisation : les organisations dirigées par les réfugiés dans la gouvernance humanitaire » (The rhetoric and reality of localisation : refugee-led organisations in humanitarian governance) examine directement le mouvement « grassroots » à travers l'analyse des organisations menées par les réfugiés (Refugee Led Organisations, RLO) à Kampala, en Ouganda. Le résultat de cette exploration est une compréhension conceptuelle ascendante de la localisation qui est menée par ces groupes de réfugiés. L'article explore les efforts déployés par ces organisations pour obtenir une légitimité en favorisant les relations transnationales et transculturelles et en contournant le niveau national de la gouvernance humanitaire. Bien qu'il n'y ait qu'une seule utilisation directe du terme « grassroots » le concept de RLO est considéré comme une prise en compte directe d'une action née des citoyens « ordinaires » (Pincock et al., 2021, p. 725).

Alors que les RLO correspondent à la définition d'une organisation « grassroots » en Ouganda, mentionnée précédemment, la plupart de ces organisations s'enregistrent comme ONG en raison de leur désir de partenariat avec les ONI et les organismes des Nations Unies et de la facilité relative du processus d'enregistrement légal dans le pays (Pincock et al., 2021,

p. 720). Parallèlement à ce désir de partenariat et au financement qui en découle, Pincock et al. décrivent les efforts déployés par ces organisations pour se formaliser, des efforts qui ont fini par créer le réseau d'organisations dirigées par des réfugiés (Refugee Led Organisation Network - RELON). En fondant ce réseau, ces groupes d'action dirigés par des réfugiés en Ouganda s'éloignent des conceptions étroites des mouvements « grassroots » en s'attaquant à des objectifs plus larges, en devenant plus formels et en élargissant la définition de la localité, ce qui aboutit à un mouvement provenant « de la base » qui englobe les définitions translocales, transnationales et transculturelles plus larges du localisme de Roepstorff (Roepstorff, 2020).

En considérant les organisations « grassroots » ougandaises comme des groupes qui comblent des lacunes importantes et trouvent leur légitimité en établissant des connexions transnationales qui contournent la gouvernance humanitaire nationale restrictive, elles trouvent des moyens de s'établir comme des membres importants dans les réponses humanitaires malgré un environnement marginalisant. Pincock et al. affirment alors que les organisations menées par les réfugiés (RLO) réussissent « en dépit du système humanitaire formel, plutôt qu'à cause de lui » (Pincock et al., 2021, p. 721).

Discussion

Ces articles traitent de différents aspects de la réponse humanitaire et de la manière dont les concepts de localisation fonctionnent au sein de ce secteur. La prise en compte des mouvements « grassroots » varie considérablement d'un article à l'autre, bien que l'utilisation directe du terme soit limitée et ceci dans les trois articles. Lorsque le terme est mentionné, il n'y a pas de définition ou d'explication du concept. Ce manque de définition donne libre cours à l'interprétation et ne contribue pas à la discussion axiologique spécifique aux mouvements « grassroots » dans la localisation. Si les concepts relatifs au « grassroots » peuvent être explorés sans qu'il soit nécessaire d'utiliser une terminologie spécifique, cela peut limiter l'unification d'un discours plus large et spécifique sur ces mouvements. Il semble également (et peut-être par souci de concision) que l'on ait tendance à utiliser une terminologie plus englobante pour décrire de plus grands groupes (Roepstorff, 2020, p.291 ; Barakat et Milton, 2020, p.149).

Si l'utilisation de termes tels que « ONG » et « société civile » permet d'englober un large éventail d'acteurs de manière concise et simple, ils peuvent poser problème. Les groupes « grassroots » peuvent être considérés comme appartenant aux deux catégories mais, comme indiqué précédemment, leurs caractéristiques uniques nécessitent une distinction explicite dans la littérature, faute de quoi les acteurs de ces groupes risquent d'être négligés en tant que parties prenantes distinctes dans la réponse humanitaire (Chowdhury et al., 2021).

Si la terminologie spécifique aux mouvements « grassroots » n'est pas suffisamment explorée dans ces articles, la discussion des termes et des idées qui y sont liées offre un engagement critique important vis-à-vis du concept. Tous les articles proposent une critique similaire de l'approche de la localisation qui crée une distinction binaire entre le local et l'international, affirmant que ceci ne reflète pas la véritable dynamique de la réponse humanitaire (Roepstorff, 2020 ; Barakat et Milton, 2020 ; Pincock et al., 2021). Cette tendance à construire le local comme intrinsèquement authentique, légitime et paroissial va à l'encontre d'un engagement critique sur ce qui constitue le local et qui est représenté par le local (Roepstorff, 2020 ; Barakat et Milton, 2020). Une définition binaire du local ne reflète pas une représentation réelle des acteur.rice.s locaux.ales. Comme le montrent Pincock et al., les actions « grassroots » des organisations menées par les réfugié.e.s en Ouganda favorisent des connexions transnationales et transculturelles complexes afin d'atteindre leurs objectifs complexes (Pincock et al., 2021). Ce concept émergent de dynamiques transnationales, translocales et transculturelles plus vastes et plus complexes au sein desquelles les citoyen.ne.s « ordinaires » évoluent, est évoqué et exploré dans les trois articles (Barakat et Milton, 2020, p.154 ; Pincock et al., 2021, p.721 ; Roepstorff, 2020, p.291). Appliqué aux groupes « grassroots » qui se trouvent sur le terrain, ce concept plus dynamique du « local » remet en question les conceptions courantes selon lesquelles les mouvements « grassroots » sont liés à la localité et à des objectifs spécifiques (Chowdhury et al., 2021 ; Van Oers et al., 2018). Ces dynamiques transnationales, translocales et transculturelles qui proviennent des mouvements « grassroots » peuvent être observées dans les actions menées par les réfugié.e.s à Kampala (Pincock et al., 2021), ainsi que dans le contexte de la crise européenne des réfugié.e.s dans la « Jungle de Calais » ou encore en réponse à l'afflux de réfugié.e.s de la guerre en Ukraine (Fechter et Schwittay, 2019 ; Dunn et Kaliszewska, 2023).

Conclusion

Élargir la compréhension des mouvements « grassroots » au-delà des notions traditionnelles liées à la localité et à la communauté permettra de mieux refléter l'impact des mouvements « grassroots » que nous pouvons observer aujourd'hui (Pincock et al. 2021 ; Fechter et Shwittay 2019 ; Dunn et Kaliszewska 2023). Cette vision plus dynamique et mondialisée pourrait être considérée comme une alternative véritablement locale aux tentatives actuelles de « localisation », qui sont essentiellement descendantes et qui ont une compréhension limitée des individus qui composent le niveau local.

Des recherches plus approfondies sur ce sujet telles qu'un examen approfondi ou systématique à plus grande échelle, permettraient d'examiner dans quelle mesure ces mouvements « grassroots » sont pris en compte dans la littérature sur la localisation. Elles pourraient également aborder les implications des groupes « grassroots » intrinsèquement politiques à l'action humanitaire et ce que cela signifie pour les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, ainsi que les divisions artificielles faites entre les réponses humanitaires menées et mises en œuvre sur le terrain et le travail de développement sur le terrain.

Afin de promouvoir l'inclusion, l'autonomisation locale et des efforts de localisation efficaces, il est essentiel de comprendre et de reconnaître les groupes « grassroots » comme des parties prenantes distinctes de la réponse humanitaire. Non seulement les efforts de localisation seront plus fructueux, mais en reconnaissant et en incorporant les forces uniques de ces acteur.rice.s, le leadership humanitaire lui-même deviendra plus efficace, complémentaire et adapté au contexte. Le paysage humanitaire étant en perpétuelle évolution, le leadership humanitaire doit évoluer pour intégrer de nouvelles compréhensions des acteur.rice.s humanitaires et des mécanismes de réponse. En s'engageant de manière critique dans les concepts liés au « grassroots » et en remettant en question les cadres existants, les responsables humanitaires peuvent favoriser des partenariats plus significatifs et renforcer le potentiel de transformation de la localisation dans la gestion des crises humanitaires.

Bibliographie

- Arksey, H. and O'Malley, L. (2005). 'Scoping studies: towards a methodological framework', *International Journal of Social Research Methodology*, 8(1):19-32, DOI: 10.1080/1364557032000119616
- Baguios, A., King, M., Martins, A. and Pinnington, R. (2021). *Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice: models, approaches and challenges*, Overseas Development Institute, accessed 15 April 2023.
- Barakat, S. and Milton, S. (2020). 'Localisation across the humanitarian-development-peace nexus', *Journal of Peacebuilding & Development*, 15(2):147-163, DOI: 10.1177/1542316620922805
- Barbelet, V., Davies, G., Flint, J. and Davey, E. (2021), *Interrogating the evidence base on humanitarian localisation*, Overseas Development Institute, accessed 16 April 2023.
- Bond. (2021). *Catalysing locally led development in the UK aid system*, Bond.org.uk, accessed 10 April 2023.
- Brown, L. D. and Kalegaonkar, A. (2002). 'Support organizations and the evolution of the NGO sector', *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 31(2):231-258, <https://doi.org/10.1177/0899764002312004>
- Chowdhury, R. (2013). 'Reconceptualizing the dynamics of the relationship between marginalized stakeholders and multinational firms' [PhD thesis], University of Cambridge, Cambridge, accessed 26 April 2023.
- Chowdhury, R., Kourula, A. and Siltaoja, M. (2021). 'Power of paradox: grassroots organisations' legitimacy strategies over time', *Business & Society*, 60(2):420-453, DOI: 10.1177/0007650318816954
- Development Initiatives. (2021). *Global humanitarian assistance report 2021*, Development Initiatives, accessed 15 April 2023.
- (2022). *Global humanitarian assistance report 2022*, Development Initiatives, accessed 15 April 2023.
- Dunn, E. C. and Kaliszewska, I. (2023). 'Distributed humanitarianism: volunteerism and aid to refugees during the Russian invasion of Ukraine', *American Ethnologist*, 50(1):19-29, <https://doi.org/10.1111/amet.13138>
- Fechter, A. M. and Schwittay. (2019). 'Citizen aid: grassroots interventions in development and humanitarianism', *Third World Quarterly*, 40(10):1769-1780, <https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1656062>
- Flores, W. and Samuel, J. (2019). 'Grassroots organisations and the sustainable development goals: no one left behind?', *The BMJ*, 365, article no. 12269, doi: 10.1136/bmj.12269
- Grimshaw, J. (2020), *A guide to knowledge synthesis: a knowledge synthesis chapter*, Canadian Institute of Health Research, accessed 1 May 2023.
- Inter Agency Standing Committee. (2016). *The grand bargain: a shared commitment to better serve people in need*, IASC, accessed 10 April 2023.
- (2018). *Localisation marker definitions paper*, IASC, accessed 10 April 2023.
- International Council of Voluntary Agencies and HLA. (2019). *Unpacking Localization*, ICVA, accessed 15 April 2023.
- Jalali, R. (2013). 'Financing empowerment? How foreign aid to southern NGOs and social movements undermines grass-roots mobilization', *Sociology Compass*, 7(1):55-73, DOI: 10.1111/soc4.12007
- Mac Ginty, R. (2015), 'Where is the local? Critical localism and peacebuilding', *Third World Quarterly*, 36(5):840-856, <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1045482>
- McGee, D. and Pelham, J. (2018). 'Politics at play: locating human rights, refugees and grassroots humanitarianism in the Calais Jungle', *Leisure Studies*, 37(1):22-35, <https://doi.org/10.1080/02614367.2017.1406979>
- Melis, S. and Aporthe, R. (2020), 'The politics of the multi-local in disaster governance', *Politics and Governance*, 8(4):366-374, DOI: 10.17645/pag.v8i4.3174
- Pattnaik, B. K. and Panda, B. (2005). 'Perceiving the role of grassroots NGOs: from the new social movement perspective', *Social Change*, 35(3):1-24, <https://doi.org/10.1177/0049085705035003>
- Peters, M. D. J., Marnie, C., Tricco, A. C., Pollock, D., Munn, Z., Alexander, L., McInerney, P., Godfrey, C. M. and Khalil, H. (2020), 'Updated methodological guidance for the conduct of scoping reviews', *JBI Evidence Synthesis*, 18(10):2119-2126, doi: 10.11124/JBIES-20-00167.
- Pincock, K., Betts, A. and Easton-Calabria, E. (2021). 'The rhetoric and reality of localisation: refugee-led organisations in humanitarian governance', *The Journal of Development Studies*, 57(5):719-734, <https://doi.org/10.1080/00220388.2020.1802010>
- Publications Office of the European Union. (2022). *Civil society organisation*, EUR-Lex, accessed 26 April 2023.

Roepstorff, K. (2020). 'A call for critical reflection on the localisation agenda in humanitarian action', *Third World Quarterly*, 41(2):284-301, <https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1644160>

Teplitskiy, M., Duede, E., Menietti, M. and Lakhani, K. R. (2022). 'How status of research papers affects the way they are read and cited', *Research Policy*, 51:4, article no. 104484, <https://doi.org/10.1016/j.respol.2022.104484>

Tjahja, N., Meyer, T. and Shahin, J. (2021). 'What is civil society and who represents civil society at the IGF? An analysis of civil society typologies in internet governance', *Telecommunications Policy*, 45(6), article no. 102141, <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2021.102141>

United Nations. (2016). *One humanity: shared responsibility - report of the secretary-general for the world humanitarian summit (A/70/709)*, United Nations, accessed 5 April 2023.

Vandevoordt, R. (2019). 'Subversive humanitarianism: rethinking refugee solidarity through grass-roots initiatives', *Refugee Survey Quarterly*, 38(3):245-265, <https://doi.org/10.1093/rsq/hdz008>

Van Oers, L. M., Boon, W. P. C. and Moors, E. H. M. (2018). 'The creation of legitimacy in grassroots organisations: a study of Dutch community-supported agriculture', *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 29:55-67, <https://doi.org/10.1016/j.eist.2018.04.002>

World Economic Forum. (2013). *The future role of civil society*, WEF, accessed 20 April 2023.

Cette publication est rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Le contenu de cette publication engage uniquement la responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les points de vue d'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

